COMMUNAUTE URBAINE DE BORDEAUX

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU **CONSEIL DE COMMUNAUTE**

Séance du 25 mai 2012 (convocation du 14 mai 2012)

Aujourd'hui Vendredi Vingt-Cinq Mai Deux Mil Douze à 09 Heures 30 le Conseil de la Communauté Urbaine de BORDEAUX s'est réuni, dans la salle de ses séances sous la présidence de Monsieur Vincent FELTESSE, Président de la Communauté Urbaine de BORDEAUX.

ETAIENT PRESENTS:

M. FELTESSE Vincent, M. JUPPE Alain, M. DAVID Alain, M. CAZABONNE Alain, M. BENOIT Jean-Jacques, M. BOBET Patrick, Mme CARTRON Françoise, M. CHAUSSET Gérard, Mme BOST Christine, M. BRON Jean-Charles, Mme CURVALE Laure, M. FLORIAN Nicolas, M. FREYGEFOND Ludovic, M. DUPRAT Christophe, M. DUCHENE Michel, Mme FAYET Véronique, M. GAUTE Jean-Michel, M. GAÜZERE Jean-Marc, M. GELLE Thierry, M. GUICHARD Max, M. HERITIE Michel, Mme ISTE Michèle, M. LABARDIN Michel. M. LABISTE Bernard. M. LAMAISON Serge. Mme LIRE Marie Francoise. M. OLIVIER Michel. M. PIERRE Maurice, M. ROSSIGNOL Clément, M. SAINTE-MARIE Michel, Mme DE FRANCOIS Béatrice, M. SOUBIRAN Claude, M. TOUZEAU Jean, M. TURON Jean-Pierre, Mme LACUEY Conchita, M. MAURRAS Franck, M. SOUBABERE Pierre, M. AMBRY Stéphane, M. ANZIANI Alain, Mme TERRAZA Brigitte, Mme BALLOT Chantal, M. BAUDRY Claude, Mme BONNEFOY Christine, M. BONNIN Jean-Jacques, M. BOUSQUET Ludovic, Mme BREZILLON Anne, M. BRUGERE Nicolas, Mme CAZALET Anne-Marie, M. CAZENAVE Charles, M. CHARRIER Alain, Mme CHAVIGNER Michèle, Mme COLLET Brigitte, MIle COUTANCEAU Emilie, M. DANJON Frédéric, M. DAVID Jean-Louis, M. DAVID Yohan, M. DELAUX Stéphan, MIle DELTIMPLE Nathalie, Mme DESSERTINE Laurence, Mme DIEZ Martine, M. DOUGADOS Daniel, M. DUART Patrick, M. DUBOS Gérard, M. DUCASSOU Dominique, M. DUPOUY Alain, Mlle EL KHADIR Samira, Mme EWANS Marie-Christine, Mme FAORO Michèle, M. FEUGAS Jean-Claude, Mme FOURCADE Paulette, M. GARNIER Jean-Paul, M. GUICHOUX Jacques, M. GUILLEMOTEAU Patrick, M. HURMIC Pierre, M. JOANDET Franck, M. JOUBERT Jacques, M. JUNCA Bernard, Mme LAURENT Wanda, Mme LIMOUZIN Michèle, M. LOTHAIRE Pierre, M. MANGON Jacques, M. LAGOFUN Gérard, M. MAURIN Vincent, Mme MELLIER Claude, M. MERCIER Michel, M. MOGA Alain, M. MOULINIER Maxime, Mme NOEL Marie-Claude, M. PAILLART Vincent, Mme PARCELIER Muriel, M. PENEL Gilles, M. PEREZ Jean-Michel, M. POIGNONEC Michel, M. QUERON Robert, M. RAYNAL Franck, M. RAYNAUD Jacques, M. REIFFERS Josy, M. RESPAUD Jacques, M. ROBERT Fabien, M. ROUVEYRE Matthieu, M. SOLARI Joël, Mme TOUTON Elisabeth, M. TRIJOULET Thierry, Mme WALRYCK Anne.

EXCUSES AYANT DONNE PROCURATION:

M. JUPPE Alain à M. DUCHENE Michel à compter de 12h25 M. DAVID Alain à M. TOUZEAU Jean à compter de 12h25 Mme. CARTRON Françoise à M. FELTESSE Vincent à compter de 12h M. CAZABONNE Didier à M. CAZABONNE Alain M. FAVROUL Jean-Pierre à M. DUPRAT Christophe M. LAMAISON Serge à M. LABISTE Bernard jusqu'à 10h45 M. PIERRE Maurice à Mme. FOURCADE Paulette à compter de 12h M. GUILLEMOTEAU Patrick à M. MOULINIER Maxime jusqu'à 9h50 M. PUJOL Patrick à M. POIGNONEC Michel M. SAINTE-MARIE Michel à M. ANZIANI Alain à compter de 11h30 Mme LACUEY Conchita à M. TURON Jean-Pierre à compter de 12h M. JOANDET Franck à M. ROSSIGNOL Clément à compter de 12h15 M. SOUBABERE Pierre à M. HERITIE Michel à compter de 10h15 Mme TERRAZA Brigitte à M. FREYGEFOND Ludovic à compter de 10h35 Mme. PIAZZA Arielle à Mme. BREZILLON Anne M. ASSERAY Bruno à M. CHAUSSET Gérard Mme. BALLOT Chantal à M. GUICHOUX Jacques à compter de 12h Mme BONNEFOY Christine à M. BONNIN Jean-Jacques à compter de 12hMme. SAINT-ORICE Nicole à Mme. TOUTON Elisabeth M. COUTURIER Jean-Louis à Mme. FAORO Michèle

M. EGRON Jean-François à Mme. LIMOUZIN Michèle Mme EL KHADIR Samira à Mme DELTIMPLE Nathalie à compter de 12h M. GALAN Jean-Claude à M. GUICHARD Max M. GUICHEBAROU Jean-Claude à M. FLORIAN Nicolas M. GUYOMARC'H Jean-Pierre à Mme. LIRE Marie Françoise Mme. HAYE Isabelle à M. HURMIC Pierre

M. DUART Patrick à M. GARNIER Jean-Paul à compter de 12h25

M. MILLET Thierry à M. RAYNAL Franck M. QUANCARD Denis à M. BOBET Patrick M. REIFFERS Josy à M. SOLARI Joël jusqu'à 10h10 M. SIBE Maxime à M. CAZENAVE Charles

Mme. DELATTRE Nathalie à M. DELAUX Stéphan

LA SEANCE EST OUVERTE

PÔLE DYNAMIQUES URBAINES Direction du foncier DELIBERATION DU CONSEIL SEANCE DU 25 mai 2012

N° 2012/0364

EYSINES - Immeuble non bâti situé 49 rue du Cap de Haut, cadastré Al 259 - Mise à disposition et cession à la Commune - Décision

Monsieur TOUZEAU présente le rapport suivant,

Mesdames, Messieurs

A la demande de la Commune d'Eysines, la Communauté Urbaine de Bordeaux a exercé son droit de préemption urbain à des fins communales à l'encontre d'un immeuble non bâti d'une superficie de 11 106 m², cadastré Al 259 (issu de la parcelle cadastrée Al 229), situé 49 rue du Cap de Haut à EYSINES, appartenant à Monsieur VERDEUN Bruno.

Cette acquisition s'inscrit dans la perspective de la création d'un parc public municipal.

C'est ainsi que par acte notarié du 17 janvier 2012 notre Etablissement public s'est rendu propriétaire de ce bien moyennant un prix de 600 000 euros, augmenté des frais notariés non connus à ce jour.

Aussi, conformément à la délibération du Conseil Municipal du 13 décembre 2011 approuvant cette opération, la mise à disposition transitoire de cet immeuble, pourrait être consentie à la Commune au moyen d'une convention en attendant sa cession, dans le délai maximum de deux ans, sur la base du prix de revient de la réserve foncière s'établissant au prix d'achat de 600 000 euros augmenté des frais notariés non connus à ce jour, l'ensemble restant actualisable dans les conditions fixées annuellement par le Conseil de Communauté.

Cette actualisation de prix s'opèrera, de la date de règlement par la Communauté du prix principal jusqu'au jour de la dernière date de signature de l'acte authentique de cession, étant précisé que le prix sera payé par la Commune dès réception d'une expédition de l'acte revêtu des mentions de publicité foncière.

Il est également précisé qu'à défaut de paiement dans le délai d'un mois de ladite réception, les frais financiers ne seront plus considérés comme arrêtés au jour de la signature de l'acte mais continueront à courir jusqu'au parfait paiement.

Cette opération immobilière sera, en application de l'article 11 de la loi n° 95-127 du 8 février 1995 et de la circulaire ministérielle du 12 février 1996, visée au bilan annuel de la politique foncière ainsi qu'au tableau annuel des acquisitions-cessions en vue de leur

annexion au compte administratif, tant en ce qui concerne notre Etablissement public que la Commune.

Cette transaction se limitant à l'exercice du droit de propriété de la Communauté Urbaine de Bordeaux sans autre motivation que celle de réemployer autrement au service de ses missions la valeur de son actif, n'entre pas dans le champ d'application de la taxe sur la valeur ajoutée.

France Domaine, régulièrement consulté au préalable, a confirmé son accord sur les modalités de cession envisagées ci-dessus, par communiqué n° 2012-162V0278 du 9 février 2012.

Ceci étant exposé, il vous est demandé, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir si tel est votre avis adopter les termes de la délibération suivante :

Le Conseil de Communauté,

VU les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU les dispositions du Code de l'Urbanisme,

VU l'avis de France Domaine n°2012-162V0278 du 9 fév rier 2012,

ENTENDU le rapport de présentation

CONSIDERANT QUE

La création d'un parc public municipal envisagé à l'initiative de la Commune d'Eysines nécessite la cession à celle-ci de l'immeuble non bâti situé 49 rue du Cap de Haut à EYSINES, préempté à des fins communales dans le cadre de la politique foncière communautaire.

DECIDE

Article 1:

La cession à la Commune d'Eysines de l'immeuble non bâti d'une superficie de 11 106 m², cadastré Al 259, situé 49 rue du Cap de Haut à EYSINES, est consentie moyennant le prix de revient défini ci-dessus, cette transaction n'entrant pas dans le champ d'application de la TVA.

Article 2:

Monsieur le Président est autorisé à signer l'acte et tous autres documents afférents à cette transaction et notamment la convention de mise à disposition transitoire et de cession annexée à la présente délibération.

Article 3:

La recette correspondante sera imputée au budget principal de l'exercice concerné au Chapitre 77, Compte 775, Fonction 8240, CRB UC32.

Les conclusions, mises aux voix, sont adoptées à l'unanimité.

Fait et délibéré au siège de la Communauté Urbaine le 25 mai 2012,

Pour expédition conforme, par délégation, le Vice -Président,

REÇU EN PRÉFECTURE LE 7 JUIN 2012

PUBLIÉ LE : 7 JUIN 2012

M. JEAN TOUZEAU